

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA  
SECURITE SOCIALE ET DE LA  
FONCTION PUBLIQUE / JUSTICE.

SOCIALE

DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DU PERSONNEL  
CIVIL DE L'ETAT

87-516 du 19/07/87  
DECRET N° 87-516/DGFP/DGPCE/I9  
portant reclassement et nomination de Monsieur  
NGUMBY Clément, Ingénieur des Travaux Ruraux  
de 4<sup>e</sup> échelon des cadres de la catégorie A hié-  
rarchie II des Services Techniques (Genie-  
rural) ..

LE PREMIER MINISTRE,

(/ISAS:

(/u la Constitution du 8 Juillet 1979;  
(/u la loi n°076/84 du 7 Decembre 1984, portant ratification  
de l'Ordinance n°019/84 du 23/01/84, portant modification de certaines  
dispositions de la Constitution du 8 Juillet 1979;

(/u la loi n°15/62 du 3 Février 1962, portant Statut Général  
des fonctionnaires;

(/u l'arrêté n°2007/FP du 21 Juin 1958, fixant le règlement  
sur la solde des fonctionnaires;

(/u le décret n°59/43 du 30 Janvier 1959, fixant les condi-  
tions d'intégration dans les cadres des fonctionnaires;

(/u le décret n°62/130/MF du 9 Mai 1962 fixant le régime des  
rémunérations des fonctionnaires;

(/u le décret n°62/195/FP du 3 Juillet 1962, fixant la hié-  
rarchisation des diverses catégories des cadres;

(/u le décret n°62/197/FP du 5 Juillet 1962, fixant les caté-  
gories et hiérarchies des cadres créées par la loi n°15/62 du 3 Février  
1962 portant Statut Général des fonctionnaires;

(/u le décret n°62/198/FP du 5 Juillet 1962 relatif à la no-  
mination et à la révocation des fonctionnaires;

(/u le décret n°60/50/FP du 3 Mars 1960, fixant le statut com-  
mun des cadres de la catégorie A I des Services Techniques ;

(/u le décret n°67/50/FP/BE du 24 Février 1967 réglementant  
la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires re-  
latifs aux nominations, intégrations, reconnaissances de carrière et re-  
classements notamment en son article Ier § 2;

(/u le décret n°74/470 du 31 Decembre 1974, abrogeant et  
remplaçant les dispositions du décret n°62/196/FP du 5 Juillet 1962 fi-  
xant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires;

(/u le décret n°80/630/ du 27 Decembre 1980 portant déblocage  
des Avancements des Agents de l'Etat;

(/u le décret n°84/656 du 8/01/1984 portant nomination du  
Premier Ministre;

(/u le décret n° 87/481 du 20/06/87, portant nomination  
des Membres du Gouvernement;

(/u le décret n° 87/482 du 20/06/87, portant organisa-  
tion des intérimés des Membres du Gouvernement;

(/u le décret n°57/160 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit  
d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révi-  
sions des institutions administratives et les Agents de l'Etat;

(/u le décret n°86/777 du 18 Juillet 1986 sur la prise d'effet  
des avancements et reclassement;

(/u l'arrêté n°577/MS/SEINPES/DNTP/DGECI du 6 Juin 1986, portant  
promotion au titre de l'ancien 4<sup>e</sup> échelon certains fonctionnaires des cadres  
de la catégorie A hiérarchie II des Services Techniques (Agriculture, Ele-  
vage et Génie Rural); en tête M. MIALI Lucien;

..../....

(u) Rapport n°1075/D.E.P./LEAF du 25 Février 1964 au Secrétaire Général du Ministère de l'Énergie et du Développement Rural, M. KOUNGUI Clément, In charge des Travaux de 3<sup>e</sup> échelon à suivre pour la formation d'un technicien en Équipement Rural à Conakry, Guinée;

(u) La lettre n°1075/D.E.P./LEAF du 20 Août 1964 du Directeur Général des Administrations et Finances au Secrétaire du Développement Rural transmettant le dossier de l'antécédent ;

### DISPOSITIONS :

DISPOSITION 1 : En application des dispositions du décret n°56-96 du 3 Mars 1956, M. KOUNGUI Clément, In charge des Travaux Ruraux de 4<sup>e</sup> échelon dans les 3<sup>e</sup> des cadres de l'antécédent à hiérarchie II des Services Techniques (Énergie Rurale) en service à l'Institution du Service Rural et du Recrutement Agricole à Brazzaville, démissionne d'Ingenieur de l'Équipement Rural (Formation 1963) délivré le 9. . . . et l'Ecole Inter-Etats d'Ingenieurs de l'Équipement Rural à Conakry au (Guinée-Faso) est reclassé à l'antécédent à hiérarchie I et nommé Ingénieur du Service Rural de 4<sup>e</sup> échelon dans les 3<sup>e</sup> de 24 mois.

DISPOSITION 2 : Conformément aux dispositions du décret n°56-97 du 18 Juillet 1956, la démission produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre. "

DISPOSITION 3 : Le présent décret qui rendra effet du point de vue de l'ancien ministre au 1<sup>er</sup> juillet 1964 date effective de reprise de service de l'antécédent à l'issue de son stage, sera administré, publié au J.C.M.G et communiqué par l'agent du bassin senn., -

Brazzaville, le 19 Septembre 1964

copie à "monseigneur Ministre

Le Gouverneur Général  
Le Ministre des Travaux  
de la Sécurité Sociale et de la Justice,

Chargé de l'Education Nationale

et de l'Enseignement Supérieur

DISPOSITIONS :

TOME	1
D.E.P. D.E.P.	3
D.E.P. / D.E.P.	4
D.E.P.	3
D.E.P.	2
D.E.P.	3
D.E.P.	3
D.E.P.	1
D.E.P.	3
S. ....	2